

Les propositions de la Conf' pour « protéger, installer, socialiser »

© 11/06/2020 | 👤 Delphine Jeanne • 📰 Terre-net Média

Le ministre de l'agriculture a reçu cette semaine les différents syndicats agricoles pour un premier bilan suite à la crise sanitaire. La Confédération paysanne, que la crise a renforcé dans ses propositions, a profité de l'occasion pour remettre à Didier Guillaume ses pistes d'action pour construire un après-agricole plus protecteur des agriculteurs, mais aussi plus en lien avec les attentes de la société.

Quel monde d'après pour l'agriculture ? La Confédération paysanne entend faire valoir ses propositions qui, à la lumière de la crise sanitaire, semblent confortées sur plusieurs points. « Nous sommes repartis de nos fondamentaux : relocalisation, reconnexion du monde agricole avec les enjeux alimentaires et environnementaux de la société. **Pendant la crise, les gens ont eu le temps de comprendre l'utilité vitale du monde paysan** », explique Nicolas Girod, porte-parole du syndicat, à la sortie d'un rendez-vous avec le ministre de l'agriculture, le 11 juin.

Lire aussi > [20 organisations dont la Conf' présentent un plan de sortie de crise](#)

Des signes « encourageants »

Le contexte semble en effet favorable aux propositions portées par la Confédération paysanne, qui a profité de son rendez-vous pour présenter au ministre sa vision de la sortie de crise agricole. Pour répondre de façon efficace à « l'urgence écologique et alimentaire », le syndicat rappelle la nécessité d'être ambitieux en matière de renouvellement des générations. Pour atteindre **un million de paysans**, « il faut une loi foncière, **une Pac revisitée, refondée vers les aides à l'actif plutôt qu'à l'hectare** », explique Nicolas Girod, qui se félicite d'un certain nombre de signes encourageants, comme l'avis voté par le Cese le 9 juin, ou [le vote des députés en faveur de la revalorisation de retraites agricoles](#).

W

*Poursuite des entretiens avec la [@ConfPaysanne](#) [@NGirod9](#) : **filière lait, viande bovine agro tourisme #COVID?19 et leviers de transformation pour l'après crise.** [pic.twitter.com/xJeIrmawm9](#)*

— Didier GUILLAUME (@dguillaume26) June 11, 2020

Pas de loi foncière pendant le quinquennat

Si [les syndicats agricoles attendent depuis quelques temps la loi foncière](#) promise par le chef de l'État, ils doivent aujourd'hui se faire une raison : le ministre « nous a dit très clairement qu'**il ne faudra pas y compter pendant ce quinquennat** », indique Nicolas Girod. En revanche, **certains ajustements pourront être faits par décrets**, notamment sur la transparence des acquisitions de parts sociales, ou encore sur le fait de cibler les aides à l'installation sur les actifs. L'objectif est de valider ces modifications par décret début 2021, explique le porte-parole de la Confédération paysanne.

Lire aussi > [Les dérives du marché sociétaire menacent le modèle agricole français](#)

Sur la Pac, Nicolas Girod regrette la position « défaitiste » du ministre qui, s'il a convenu que l'Europe n'avait pas été à la hauteur pendant la crise, estime que la France est trop isolée pour défendre une Pac qui régule et rémunère davantage l'agriculture. « **Nous allons interpeller Emmanuel Macron à ce sujet** en amont du sommet des chefs d'États européens qui a lieu le 19 juin », précise-t-il.

Une sécurité sociale de l'alimentation

Enfin, pour la Confédération paysanne, la crise a « mis en lumière une certaine précarité de l'alimentation, qui doit faire "tilt" dans le cadre des politiques agricoles à mettre en œuvre au niveau national et européen », explique Nicolas Girod. **Le syndicat propose d'ailleurs la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation**, un projet démocratique qui doit se mener « avec une gouvernance telle que pensée en 1945 : universalité de l'accès, conventionnement des professionnels réalisé par des caisses gérées démocratiquement, et alimentées par des cotisations sur la valeur ajoutée », indique le document remis au ministre. Il s'agit, pour la Conf', d'un « formidable levier pour une transformation du système de l'alimentation (production, transformation, distribution, consommation) vers une démocratie alimentaire, basée sur les besoins alimentaires locaux ». La proposition n'a cependant pas reçu beaucoup d'écoute de la part de Didier Guillaume, estime Nicolas Girod, qui regrette, globalement « **un manque de vision pour sortir de ces mécanismes ultra-libéraux** ».